

Conférence du presse du chef de l'Etat après l'entretien avec son homologue français

Opposition, Boko-Haram, Accrombessi et RCA

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Au sortir de son tête-à-tête avec le président François Hollande, à l'Élysée, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a abordé avec la presse toutes les questions sensibles du moment. La sécurité dans la sous-région, le remaniement ministériel intervenu au Gabon, et surtout ce qu'il a considéré comme «une tentative d'humiliation» au sujet de l'interpellation en France de son directeur de cabinet, ont constitué la trame de ces échanges.



Photo : AFP

Le chef de l'Etat face à la presse internationale, à sa sortie de l'Elysée.

COMME le veut l'usage, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, à sa sortie du palais de l'Élysée, au terme de son tête-à-tête avec le locataire des lieux, François Hollande, s'est prêté aux questions des représentants des médias présents. Occasion pour le chef de l'Etat de donner son point de vue sur l'actualité aussi bien nationale qu'internationale : l'interpellation, en août der-

nier, à l'aéroport de Roissy Charles-De Gaulle de son directeur de cabinet, Maixent Accrombessi, l'entrée de l'opposition au gouvernement, la lutte contre la nébuleuse Boko-Haram et les élections en Centrafrique. A en croire le chef de l'Etat, l'entrée au gouvernement du président de l'Union du peuple gabonais (UPG), Mathieu Mboumba-Nziengui,

marque l'ouverture de sa gouvernance aux autres sensibilités politiques du pays, notamment de l'opposition. Tout comme, il a commenté le rétropédalage de Jean de Dieu Moukagni-Iwangou, à la suite de sa nomination dans l'équipe Daniel Ona Ondo III. «M. Moukagni, après avoir donné les assurances qu'il rentrait au gouvernement, sous la pression de ses amis de l'opposition, a préféré re-

noncer», a-t-il déclaré. «Mais en fait, à travers l'entrée de M. Moukagni, il s'agissait de celle d'un membre de l'UPG, l'ancien parti du défunt Pierre Mamboundou. Ce parti est aujourd'hui au gouvernement. Ce n'est donc pas un échec», a précisé le président de la République. Interrogé d'ailleurs sur le dialogue inclusif réclamé, à cor et à cri, par l'opposition à son régime, Ali Bongo Ondimba a coupé

court à toutes les supputations. «L'opposition, nous l'avons invitée à venir participer à l'action gouvernementale où elle aurait pu tranquillement poser ce genre de problème, elle ne l'a pas voulu», a-t-il indiqué. Dans la même lancée, il a fustigé un camp qui «dit une chose et son contraire.» Au sujet de l'interpellation dont a été l'objet son directeur de cabinet, Maixent Accrombessi, en août dernier, le chef de l'Exécutif a répondu : «Nous disons qu'on a voulu humilier le Gabon par la manière dont cette intervention a été conduite». Une situation d'autant plus curieuse que ce proche collaborateur «séjournait sur le territoire français depuis plusieurs semaines.» Et de poursuivre : «Ils ont attendu le dernier jour, au moment où il prenait l'avion pour venir l'interpeller d'une manière particulière, qui relevait de la justice spectacle». Au demeurant, il a soutenu qu'il ne sera pas question d'interférer dans le fonctionnement de la justice française. Non sans mettre l'accent sur la nature

«décomplexée des relations entre les deux pays». Ali Bongo Ondimba, dans le cadre de son mandat à la tête de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), a réaffirmé l'engagement des pouvoirs publics gabonais d'unir leurs efforts avec celles des autres pays de la sous-région pour lutter efficacement contre la nébuleuse nigériane, Boko-Haram. Cette dernière qui écume hors de ses bases, c'est-à-dire au Nigeria, fait de nombreuses victimes au nord Cameroun et au Tchad. Le président de la République a également émis des inquiétudes quant au maintien des dates des élections générales en République centrafricaine (RCA). Toute chose qui a laissé entrevoir une éventuelle prorogation de la transition dans ce pays en proie aux pires difficultés sécuritaires. Le chef de l'Etat a donc invité, les parties prenantes, au respect des différents calendriers afin que la paix et la sécurité soient totalement assurées et de manière définitive à Bangui, la capitale, et dans les autres régions.

8e Journée internationale de la Démocratie
"Démocratie et participation citoyenne"

SM
Libreville/Gabon

A l'instar des autres pays membres des Nations-unies, le Gabon a célébré, hier, la Journée internationale de la Démocratie, sous le thème "démocratie et participation citoyenne". À cette occasion, une conférence débat dirigée par le 5e vice-président de l'Assemblée nationale, Paul Mba Abessolo, a été organisée au Palais Léon Mba.



Photo : Aristide Mousavou

Les Officiels ayant pris part à cette 8e célébration.

EN présence du ministre des Relations avec les Institutions constitutionnelles, Pr Léon Nzouba et du vice-président du Conseil national de la démocratie (CND), M. Kwenzi Mikala, le 5e vice-président de l'Assemblée nationale, Paul Mba Abessolo a ouvert, hier, au Palais Léon Mba, les travaux relatifs à la 8e Journée internationale de la Démocratie. Lesquels ont vu la participation des membres du Parlement, de l'opposition, de la société civile et de certains jeunes parlementaires. Une conférence-débat a été organisée, à cette occasion, sur le thème retenu à l'échelle internationale, à savoir "démocratie et participa-

tion citoyenne". Ce thème d'actualité dans notre pays a suscité plusieurs interrogations. Elles ont, spécifiquement, porté sur la démocratie participative et la démocratie représentative. À ce sujet, le conférencier, Jean-François Obiang n'a pas manqué de constater que dans le cas du Gabon, il apparaît de manière claire que la démocratie souffre d'une carence de participation citoyenne. Selon le conférencier, «deux éléments peuvent être mis en avant pour justifier la contestation de notre démocratie représentative et participative : il y a, d'une part, la situation des élus dans les institutions, lesquels sont davantage présentés comme étant des élites de

moins en moins représentatifs des citoyens dans leur ensemble. D'autre part, les parties politiques prédominantes assurent moyennement leur rôle en répondant de moins en moins aux attentes de leurs militants». Le peuple est ainsi interpellé à s'intéresser davantage à la chose publique et, aux gouvernants, d'instruire le citoyen actif. Car, comme l'a souligné le président de la séance, Paul Mba Abessolo dans son discours circonstanciel, «la participation citoyenne, il faut le rappeler, est une forme de partage et d'exercice de pouvoir. Elle est fondée sur la prise en compte des avis des citoyens dans la prise des décisions dans n'importe quel domaine de leur vie».

500 FFC Ardoise Noire Plastique 18x24cm (Ref. JPO53)

690 FFC Crayons de couleur boîte de 12 (Ref. JPO48)

90 FFC Gomme Plastique Blanche Scolaire Animaux (Ref. ML876)

A partir de 975 FFC Fourre-Tout

A partir de 7 400 FFC Sac à Dos

1 350 FFC Paquet 121, papier Dessin CANSON 24x32cm 100gr (Ref. C812)

A partir de 725 FFC Gourde

505 FFC Compas à Canon + Crayon (Ref. JPO46)

A partir de 5 520 FFC Besace

GABON MECA
LA SOLUTION BUREAU

LBV : ☎ 01 76 04 90 - POG : ☎ 01 56 16 27
MOANDA ☎ 01 66 24 32
www.gabonmeca.com

Photos non contractuelles - Offre valable dans la limite des stocks disponibles